



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



REGARDS SUR L'ÉCONOMIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE ROME

20 septembre 2022

Sommaire

Actualité économique

- **Environnement macro-économique :** Au 2^{ème} trimestre 2022, le PIB augmente de +1,1% / Poursuite de l'accélération de l'inflation / Le taux d'emploi et de chômage reculent / Les coûts des matières premières et l'accélération de l'inflation pèsent sur le solde commercial / Les recettes de l'Etat en hausse au 1^{er} semestre / Notation souveraine de l'Italie
- **Politique économique :** L'Italie poursuit sa politique de soutien aux ménages et aux entreprises / L'Italie attend le versement des fonds du PNRR

Actualité financière

- Des conditions d'accès au crédit moins favorables
- Accord de la BCE pour la recapitalisation de la banque Monte Paschi di Siena (MPS)

Entreprises

- Baisse de la performance de R&D des entreprises
- Les PME poursuivent leur croissance sur Amazon
- Le secteur textile se renforce

Numérique

- Le projet du cloud public démarre
- Progression des performances numériques

Tourisme

- De nouveaux fonds pour la relance du secteur
- Les flux touristiques reprennent à l'été 2022

LE CHIFFRE À RETENIR

+1,1%

La croissance du PIB
au T-II 2022 2021

Actualité économique

Environnement macro-économique

La croissance du PIB a été de +1,1% au deuxième trimestre 2022, mais devrait ralentir au second semestre

Selon l'ISTAT, le PIB a progressé de +1,1% au 2^{ème} trimestre, après +0,1% au trimestre précédent. L'Italie a observé l'une des plus fortes croissances de la zone euro (Eurostat), devant l'Espagne (+1,0%), la France (+0,5%) et l'Allemagne (0,0%). Ce rebond est tiré par la demande intérieure (+1,6pt), tandis que la demande extérieure nette génère une contribution nette négative (-0,2pt). La croissance est portée sur les services (+1%), notamment de commerce et de transport (+3,3%), l'industrie (+1,4%) et la construction (+1,8%). L'acquis de croissance se situe autour de +3,4% en 2022.

Porté par l'inflation et les coûts des matières premières, un ralentissement de la croissance mondiale est anticipé par les institutions internationales. [La Commission](#) a revu à la baisse ses perspectives de croissance de la zone euro (juillet) pour les années 2022 et 2023, à respectivement +2,6 % et +1,4 %, contre +2,7 % et +2,3 % anticipés jusqu'ici. En Italie, le PIB pourrait croître de + 2,9% cette année et +0,9% en 2023 (contre +2,4% et +1,9% en mai).

L'inflation continue de croître et se diffuse à tous les biens et services

En août, l'indice des prix à la consommation hors tabacs (NIC) s'établit à +8,4% (après +7,9%), d'après l'ISTAT. En base mensuelle, la hausse est de +0,8%, portée par les produits énergétiques (+44,9%) et les produits alimentaires transformés (de +9,5% à +10,5%), tandis que les transports ralentissent (de +8,9% à +8,4%). L'inflation sous-jacente (hors énergie et produits alimentaires) accélère également (de +4,1% à +4,4%). L'inflation en taux harmonisé (IPCH) atteint +9% (après +8,4%).

Le taux d'emploi marque un recul conjoncturel en juillet, mais le chômage continue de reculer

Le nombre d'heures travaillées ([Istat](#)) continue d'augmenter au deuxième trimestre (+1,3%), bien

qu'à un rythme moindre qu'au précédent (+1,5%). Il progresse dans l'agriculture et les services (respectivement +2,7% et +1,4%), mais stagne dans l'industrie et ralentit dans le secteur de la construction (+2,3%, contre +5,0% au trimestre précédent).

Le taux d'emploi a atteint 60,3% pour 23,2 millions d'actifs, soit +1,6% en g.a ([ISTAT](#)). La hausse est tirée par l'emploi salarié à durée déterminée (+7,9%), et moins par l'emploi salarié permanent (+1,5%) et indépendant (+0,2%). Elle est plus marquée pour les hommes (+1,8pt) que les femmes (+1,5pt), et touche tous les groupes d'âge. Le léger recul observé en juillet (-0,1 pt) affecte l'emploi salarial à temps indéterminé et les travailleurs indépendants (-0,2% pour chaque). Il touche les jeunes (15-34 ans), sans viser les 35-49 ans et les 50-64 ans. Sur un an, 460 000 postes ont été créés.

En juillet 2022, selon l'Istat, le taux de chômage s'élève à 7,9%, et marque un recul tant en termes annuels (-13,3%) que conjoncturels (-4,2% en comparaison trimestrielle). Le chômage des jeunes (15-34 ans) en revanche progresse à 34%. Le taux de chômage baisse pour les 35-49 ans, et reste stable pour les 50-64 ans.

Les coûts des matières premières et l'accélération de l'inflation pèsent sur le solde commercial

Selon l'ISTAT, sur les 6 premiers mois, les exportations en volume ont progressé de 22,4% comparé à la même période 2021, mais moins nettement que les importations (+44,2%). Les ventes de produits énergétiques (+112,4%) ont augmenté, comme celles de biens intermédiaires (+25,8%), de consommation (+23,2%) et d'équipement (+11,9%). Mais, porté par la hausse des prix de l'énergie (les importations de ce poste progressant de plus de 180% sur la période), le solde commercial s'établit à -12,9 Md€ de janvier à juin.

La Banque d'Italie observe que la dégradation de la balance énergétique affecte le solde courant de l'Italie. A fin [juin](#), l'excédent du solde courant (calculé sur les douze derniers mois) s'établit à +0,5% du PIB (+3,5% un an plus tôt). La baisse est due en quasi-totalité à la réduction du solde commercial.

Les recettes de l'Etat en hausse au 1^{er} semestre

Sur le 1^{er} semestre 2022, le MEF a enregistré une hausse des [recettes](#) de 39,1 Md€ (+22,6%) par rapport à la même période en 2021. Le total des recettes s'est établi à 254,7 Md€, dont 242,8 Md€ pour l'Etat et 27,1 Md€ pour les collectivités locales.

Les rentrées fiscales représentent à elles seules 32,2 Md€ (+14,5%). Les impositions directes sont augmenté de 13,6 Md€ et celles indirectes de 15,2 Md€. Ont contribué à la hausse en particulier la TVA (IVA) pour 12,5 Md€, l'impôt sur les sociétés (IRES) pour 6,1 Md€ et l'impôt sur les personnes physiques (IRPEF) pour 4 Md€. Les contrôles fiscaux ont généré 6 Md€ (+2,5 Md€ par rapport à 2021).

Notation de la dette italienne

L'agence S&P's a revu la notation BBB de l'Italie, en faisant passer la perspective de positive à stable, en juillet dernier. De son côté l'agence Moody's, début août, a fait passer la notation Baa3, de stable à négative, en notant les risques sur le PNRR : Le MEF, a observé, dans un communiqué, que malgré le ralentissement conjoncturel et les tensions géopolitiques, les conditions économiques de l'Italie ne justifient pas cette orientation. Plus récemment Fitch a confirmé la notation du souverain italien à BBB, avec une perspective stable

Politique économique

L'Italie poursuit sa politique de soutien aux ménages et aux entreprises face à l'inflation

Dans la continuité des mesures d'urgence prises par les autorités italiennes à partir de mi 2021 (décrets *Sostegni*), afin de protéger les consommateurs et les entreprises contre les hausses de prix de l'énergie, le gouvernement a approuvé trois décrets loi *Aiuti*. Le premier [décret-loi n°50/2022 *Aiuti*](#) du 17 mai 2022 a été converti en [loi n°91/2022](#) le 15 juillet. Le second [décret n°115/2022](#) dit *Aiuti bis* a été converti en loi le 15 septembre.

Les mesures de soutien s'élèvent à 12 Md€ dans le décret *Aiuti* et 17 Md€ dans le décret *Aiuti bis*, financé sans recours au déficit. Les dispositifs de soutien consistent essentiellement en la prorogation de mesures de soutiens déjà en vigueur : bonus social énergie pour les ménages, baisse de la TVA et des accises sur l'énergie, prime de 200€ pour les bas salaires, aides aux collectivités pour le paiement des factures d'énergie, crédits d'impôt pour les entreprises, mesures sectorielles, avances aux collectivités pour soutenir les dépenses d'énergie,...

Afin de prolonger ces dispositifs, le gouvernement a approuvé un dernier décret-loi *Aiuti ter* (en cours de publication) pour un montant de 14 Md€.

A travers 8 décrets-lois, le gouvernement a mis en place des mesures d'aides pour un total de plus de 66Md€, soit 3,5% du PIB, ce qui place l'Italie parmi les pays européens qui ont le plus soutenu l'économie. Sur ce montant, 43 Md€ concernent les soutiens face au renchérissement des prix de l'énergie.

PNRR : L'Italie attend le versement des fonds afférents à la 2ème tranche de fonds européens

La Commission poursuit l'examen de la réalisation par l'Italie des 45 objectifs et cibles qui devaient être atteints au 1^{er} semestre 2022. La vérification conditionne le décaissement de la 2^{ème} tranche de [fonds européens](#) de 21 Md€ demandée par le MEF.

Pour l'atteinte des 55 mesures (16 objectifs et 39 cibles) du second semestre, le président du Conseil M. Draghi a demandé aux ministres de redoubler d'efforts en vue d'accélérer la mise en œuvre.

Le plein emploi des ressources européennes est un thème évoqué dans la campagne électorale. Si le gouvernement de Mario Draghi a une approche réservée sur la révision du PNRR, le programme du centre-droit prévoit sa révision, en excipant que les conditions qui ont prévalu lors de sa mise en œuvre, ont changé.

Au total, depuis 2021, l'Italie a reçu 44 Md€ de fonds européens pour la mise en œuvre du PNRR.

Actualité financière

Des conditions d'accès au crédit moins favorables

L'accélération de la normalisation de la politique monétaire à la suite des décisions de la BCE se répercute sur le coût de l'accès au crédit. Au second trimestre, les conditions d'octroi des prêts aux entreprises se sont durcies (via une hausse de la marge d'intermédiation, ce qui reflète un coût accru du risque), ainsi que pour les ménages (hausse des taux) se sont rigidifiées, reflétant la perception d'un risque accru. Selon la Banque d'Italie, la demande de prêts aux entreprises est restée stable, l'augmentation de la demande de prêts pour améliorer la trésorerie ayant été compensée par le report des décisions d'investissement. La demande

de prêts immobiliers a reculé et celle de crédit à la consommation s'est accrue.

Accord de la BCE pour la recapitalisation de la banque Monte Paschi di Siena (MPS).

Après la Commission européenne (DG comp), la Banque centrale européenne a donné le 5 septembre 2022 son accord pour l'augmentation de capital de MPS de 2,5 Md€. Le titre de la [banque toscane](#) a perdu les trois quarts de sa valeur en un an pour atteindre son plus bas niveau historique à moins de 30 cents. Signe de l'attentisme des marchés envers le projet de relance de la banque, porté par le CEO Luigi Lovaglio, qui doit s'accompagner d'une réduction significative des effectifs (-3500 personnes sur la base du volontariat). L'augmentation de capital sera votée lors d'une assemblée extraordinaire des actionnaires le 15 septembre 2022.

Entreprises

Baisse de la performance de R&D des entreprises

En 2020, les [dépenses intérieures de R&D des entreprises italiennes](#), qui représentent 1,51% du PIB, s'élevaient à 25 Md€. Elles sont en baisse de 4,7% par rapport à 2019. Le recul est observé sur tout le territoire : -5,5% dans le Nord-est, -4,6% dans le Nord-ouest et Centre, -5% au Sud. La contraction la plus forte est constatée par les PME (-6,8%) et les universités (-2%), tandis que les grandes entreprises et les instituts privés à but non lucratif restent dynamiques (+2,2%). En revanche, la dépense des instituts publics demeure stable. Le recul de la dépense des entreprises dépend à la fois d'une réduction significative des ressources allouées à la R&D ainsi que du nombre d'entreprises qui ont mené des activités de R&D (15 718 entreprises contre 19 000 en 2019). En 2021, la R&D renoue avec la croissance sans retrouver son niveau 2019 (+5,2% pour les PME par rapport à 2020). Il pourrait être atteint et dépassé en 2022 selon les prévisions de l'Istat. La dépense des entreprises devrait ainsi s'élever à 16,9 Md€, soit +3,9% par rapport à 2021.

Les PME italiennes poursuivent la croissance sur la boutique Amazon

En 2021, plus de 20 000 PME ont utilisé la boutique [Amazon](#). Plus de la moitié ont exporté, générant un

chiffre d'affaires d'environ 800 M€ (dont 60 M€ hors UE), en hausse de 25% par rapport à 2020.

Les PME se répartissent sur tout le territoire, avec une concentration dans cinq régions : Lombardie (3 250 entreprises), Campanie (2 750), Latium (2 000), Pouilles (1 700) et Vénétie (1 500). En termes de ventes à l'étranger, la Lombardie se situe au 1^{er} rang avec un chiffre d'affaires de plus de 125 M€, suivi de la Campanie (120 M€) et du Latium (70 M€). La boutique *Made in Italy* d'Amazon rassemble plus d'un million de produits fabriqués par 4 500 artisans et PME italiennes.

Le secteur textile se renforce

Le [ministère du développement économique](#) a alloué 20 M€ au soutien de la compétitivité des filières industrielles du secteur du textile de Prato (Toscane) et Biella (Piémont). 10 M€ sont destinés au district toscan, tandis que les 10 Md€ restants vont à l'industrie piémontaise (5 M€ en 2022 et 5 M€ en 2023). L'objectif est de renforcer les compétences de la fabrication *Made in Italy* à travers des programmes innovants et durables, pour valoriser, en particulier, le savoir-faire des deux districts textiles italiens parmi les plus importants.

Numérique

Le projet du cloud public démarre

Prévu par le PNRR, le projet du *cloud* public se met en place. Le [ministère de l'innovation technologique et la transition numérique](#) et la récente *NewCo*, détenue par Cdp, Leonardo, Sogei et Tim, ont signé le contrat pour le lancement des travaux du Pôle Stratégique National (PSN). Cette infrastructure permettra de stocker de manière sécurisée les applications publiques et les données des citoyens. Le PSN sera doté d'un *data centre* de nouvelle génération et fournira notamment des services de *cloud computing*.

Progression des performances numériques

L'Italie remonte dans l'indice « [DESI 2022](#) » (Digital Economy and Society Index) de la Commission, et se place au 18^{ème} rang (+2 rangs depuis 2021), soit 7 rangs derrière la France. En matière de connectivité, la diffusion du haut débit et la création du réseau progressent, mais des fractures territoriales subsistent dans la couverture. Une majorité de PME (60 %) a au moins un niveau

élémentaire d'intensité numérique (55% en moyenne dans l'UE). L'utilisation du cloud est en croissance, mais la diffusion des *big data* et l'intelligence artificielle restent encore limitées. L'Italie progresse dans les services aux citoyens : l'identité numérique ("SPID", "CIE") et l'application "IO" sont diffusées sur tout le territoire. Des lacunes subsistent néanmoins en termes de compétences numériques (taux de 46% contre une moyenne UE de 54%, qui place l'Italie au 25ème rang, 12ème rang pour la France).

Tourisme

De nouveaux fonds pour la relance du secteur

Le [ministère du tourisme](#) a alloué plus de 43 M€ au secteur, dont 39,3 M€ aux agences du voyage et tour operators qui ont enregistré une chute du chiffre d'affaires en 2021 d'au moins 30% par rapport à 2019, ainsi que 2 M€ aux guides touristiques et accompagnateurs.

Le secteur devrait bénéficier de soutiens à la transition énergétique, pour la soutenabilité environnementale et l'innovation numérique. Le ministère du tourisme, la [Caisse des dépôts et prêts \(CDP\)](#) et l'Association bancaire italienne (ABI) ont signé une convention pour l'octroi de prêts bonifiés dans le cadre du « Fonds renouvelable pour le soutien des entreprises et des investissements dans la recherche » (FRI), doté de 1,4 Md€. Il permettra des apports en capital (pour 180 M€ de fonds du PNRR) et des prêts bonifiés octroyés par la CDP (limites de 600 M€) à condition de marché délivrés par le secteur bancaire.

Les flux touristiques reprennent à l'été 2022

Selon la [Fédération nationale du tourisme \(Assoturismo\)](#), sur le trimestre juin-août 2022, 198,8 millions de nuitées ont été enregistrées (+15,5% par rapport à 2021). La hausse est tirée par la demande étrangère qui a fortement progressé (+35,4% des nuitées étrangères). Malgré cette croissance, le tourisme international n'a pas encore retrouvé son niveau 2019, en restant de 20,2% inférieur à son niveau pré-crise.

L'Allemagne se situe au 1^{er} rang pour le nombre de nuitées, suivie de la France, des Pays-Bas et de la Suisse. Le Nord-ouest de l'Italie observe la hausse la plus élevée du nombre de nuitées (+18,5%), suivi par le Nord-est (+16,8%) et le Centre (+16,2%). Les villes d'arts et les destinations culturelles progressent de 31% par rapport à 2021, soit plus que les zones balnéaires et de montagne (+11%). La tendance devrait se poursuivre en septembre : les opérateurs touristiques estiment à 2,7 millions la hausse de nuitées par rapport à septembre 2021.

Le Service économique régional de Rome publie également une lettre d'information sur l'industrie et le développement durable: « **Sostenibile** ». Elle est consultable en suivant [ce lien](#).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Rome
Directeur de la publication : Frédéric KAPLAN
Revu par : Laura TORREBRUNO
Rédacteurs : Pierre FARINEAU, Mickael BOUNAKHLA, Federica MERCANTI, Clarisse PROHIN
Pour s'abonner : rome@dgtresor.gouv.fr

Copyright : tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Rome

Clause de non-responsabilité : Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.